

---

# LE POINT DU JOUR,

O U

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CXX.

---

Du Vendredi 30 Octobre 1789.

APRÈS la lecture du procès-verbal & des adresses, on a repris l'ordre du jour, sur les conditions nécessaires pour être éligible aux assemblées nationales. L'article proposé par le comité, portoit ces mots :

« Pour être éligible à l'assemblée nationale, il faudra payer une contribution équivalente à la valeur d'un marc d'argent. »

Concilier les intérêts de la propriété avec les droits de cité, balancer les avantages qui résultent de la faveur accordée aux propriétaires avec les titres imprescriptibles du citoyen, n'est pas chose facile. L'Angleterre féodale a établi que tout membre des communes qui seroit chevalier d'une province, posséderoit un franc-fief de 600 livres sterlin de revenu net, & tout citoyen ou bourgeois, de 300 livres, excepté les fils aînés des pairs & de ceux qui ont le bien requis pour être chevaliers. Mais la France libre doit-elle se porter jusqu'à investir de sa confiance tout citoyen qui en sera digne, quoiqu'il n'ait pas reçu du hasard une fortune brillante? Les talens utiles doivent-ils éclipser les vains titres? & la probité sans richesse peut-elle prétendre à l'honneur de préparer ou de faire des loix? Les questions étoient bien dignes d'occuper l'assemblée.

Tome III.

R f

M. Péthion de Villeneuve a dit « qu'il étoit un principe sacré que tout citoyen doit participer aux affaires publiques, & qu'on ne peut pas le priver du droit attaché à la qualité de citoyen. On a déjà fait, a-t-il ajouté, une distinction entre un électeur & un éligible. Quant on a fixé le droit d'électeur, on a cru qu'il suffisoit qu'un citoyen payât une somme de contribution déterminée par la loi ; ainsi, c'est par la loi générale de la nation qu'on est électeur, mais on est éligible que par la confiance ; on n'a pas besoin d'autre titre. Les qualités de l'électeur sont fixées par la loi ; mais la confiance pour être éligible est indépendante de tout règlement. Vous avez déposé la vôtre entre les mains des électeurs ; dès-lors vous ne devez plus mettre des entraves à leur choix, elle doit être illimitée : s'ils choisissent un homme peu riche, le choix peut en être d'autant meilleur, que cet homme n'a pas eu dans les mains des moyens de corruption, & qu'il ne pouvoit être au milieu des électeurs pour les corrompre. Ce choix est d'autant meilleur encore que cet homme, n'étant pas riche, doit jouir nécessairement d'une grande considération publique ; on affecte de parler de corruption pour exiger de la fortune dans les éligibles, & l'on ne parle pas des plus susceptibles d'être corrompus.

Ne voyons-nous pas qu'en général les plus riches le sont davantage, & que ceux qui sont revêtus de charges ou d'emplois, sont ceux dont le gouvernement s'empare pour faire passer ses projets. D'ailleurs, la fréquence des assemblées nationales, & le renouvellement total de leurs membres, ne laisse pas subsister les moyens & l'intérêt de corrompre. Ce n'est point comme en Angleterre, où la durée des parlemens septénaires invite à la corruption : ici l'autorité est passagère, & la corruption presque impossible. Ainsi, on est électeur par le droit, éligible par la confiance ; on doit donc s'en remettre au choix des électeurs. L'homme



peu fortuné , mais éclairé & vertueux , sera toujours une exception favorable ; il faut donc laisser à la confiance le soin de choisir la vertu.

Cette opinion , quoique très-judicieuse , n'a pas empêché un autre membre de proposer que pour être éligible , il falloit avoir une propriété outre la contribution du marc d'argent.

M. Ramel de Nogaret a cru alors devoir demander une exception en faveur des fils de famille , qui , quoique citoyens éclairés , pourroient être écartés comme ne payant pas personnellement la contribution indiquée.

M. le curé de Souppes a dit : « qu'exiger une propriété , c'étoit sans doute exclure entièrement le clergé , qui peut-être n'aura plus à l'avenir des fonds de terre ; & que , quant à la valeur d'un marc d'argent , c'étoit exiger une trop forte contribution pour une grande partie des citoyens. »

M. Desmeuniers a développé les intentions du comité : « Lorsqu'il a exigé , pour être éligible , disoit-il , la contribution d'un marc d'argent , il a pensé que cela favoriseroit les émancipations , & que cette institution produiroit d'heureux effets , relativement aux droits des enfans de famille. Quant au premier amendement pour la propriété , vous ne devez pas perdre de vue l'ensemble des décrets que vous avez déjà portés : sans doute , pour être admis dans le corps législatif , il faut , dans un royaume voisin , avoir des propriétés en fonds de terre. Lorsque les citoyens d'un grand empire accordent leur confiance à un individu , on ne peut se dissimuler que malgré les vertus , il faut exiger d'autres marques de citoyen ; il faut donc demander une contribution assez forte , mais vous ne devez point exiger que ceux qui doivent former le corps politique aient des fonds de terre ; il faut seulement exiger qu'on paye une contribution directe assez considérable ; ainsi l'on peut adopter l'article du comité tel qu'il est , ou bien , au lieu d'ex-

primer la contribution d'un marc , dire que ce sera la valeur de cinquante journées de travail ».

M. de Cafalès s'est déclaré fortement le défenseur du système de la propriété. » Le commerçant, disoit-il, transporte aisément sa fortune ; le capitaliste, le banquier, l'homme qui possède l'argent, sont des cosmopolites ; le propriétaire seul est le vrai citoyen ; il est enchaîné à la terre ; il est intéressé à sa fertilité ; c'est à lui à délibérer sur les impôts. L'exemple de l'Angleterre prouve que la propriété est la base de la représentation nationale, puisqu'on y exige une certaine propriété, un certain revenu ; ainsi je voudrais que, pour être éligible à l'assemblée nationale, la constitution exigeât un revenu de douze cents livres. »

« Rien ne feroit plus impolitique , a dit M. Barrère de Vieuzac, que le décret par lequel on vous propose d'exiger une propriété de 1200 livres de revenu pour être éligible ; ce feroit accréditer ces calomnies absurdes qu'on sème de toutes parts contre vous, en disant que vous cherchez à établir une aristocratie nouvelle sur les débris de toutes les autres. Vous êtes placés entre des extrêmes. N'admettez-vous que les propriétaires ?

Vous bleffez les droits des autres citoyens également intéressés à la formation des loix. Admettez-vous les hommes sans propriété, vous livrez l'état & les impôts à des hommes moins attachés à leur patrie. Enfin, si vous exigez une forte contribution, comme celle du marc d'argent, vous éloignez de l'assemblée nationale les deux tiers des habitans du royaume. Que deviendront les artistes, les gens de lettres, les personnes utiles, vouées à l'instruction, & cette classe si précieuse, si nécessaire des *agriculteurs*, qu'il ne faut jamais perdre de vue dans la constitution d'une nation *agricole* ? N'est-ce pas leur substituer évidemment l'aristocratie des riches ?

» Le marc d'argent est une contribution variable, à



raison de l'augmentation qui surviendra dans le numéraire ; cette base est trop mobile. Le marc d'argent sera une contribution excessive pour l'avenir, puisque d'après vos réformes, les impôts diminueront considérablement, & le législateur doit embrasser l'avenir. Vous avez déjà fixé pour les assemblées primaires & communales, la contribution directe en une valeur de journée de travail. Ce calcul se prête à toutes les localités, & se plie aux variations du prix des subsistances dans toutes les parties du royaume ; il faut donc fixer aussi de la même manière la contribution directe pour être éligible à l'assemblée nationale ; & je la porte à la valeur *locale* de trente journées de travail. »

M. Reubel s'élevoit avec force contre l'amendement qui tendoit à exiger une propriété de 1200 livres de rente, & il a fait valoir les motifs qui devoient faire accepter purement & simplement l'article du comité.

Exiger une propriété de douze cents livres, s'écrioit M. Target, c'est détruire la liberté ; c'est consacrer la représentation nationale dans une classe trop peu nombreuse ; l'exemple tiré d'un royaume voisin, est incompatible avec l'état actuel de la France, il est incompatible avec les motifs qui doivent vous guider. Parmi nous, une grande partie de la nation ne possède pas des propriétés foncières. Il n'en est pas de même en Angleterre ; si dans ce royaume, on a exigé que le représentant de la nation eût des propriétés considérables, c'est une suite des principes féodaux, qui, quoique éteints ou supprimés en grande partie dans leurs effets, sont encore vivans au milieu de ce peuple libre ; mais ce régime a été prescrit par votre sagesse, autrement vous n'auriez pour représentans que des nobles & des aristocrates.....

Ici des murmures se sont élevés dans une partie de l'assemblée, mais ils ont été convertis par les applaudissemens.



M. Target a repris la parole pour défendre les droits qu'ont à l'éligibilité les fils des pères sujets à la contribution exigée par le plan du comité qui l'adoptoit.

« Si vous exigez une contribution aussi forte que celle d'un marc d'argent pour être éligible à l'assemblée nationale, disoit M. la Borde, député de Soule, mon pays devra chercher des représentans hors de son enceinte; les propriétés y sont divisées, les fortunes peu considérables & les impôts très-modiques. Les communes sur-tout manqueront d'éligibles, & je dois à mes commettans de réclamer leurs droits les plus essentiels; ainsi je demande que la contribution soit fixée à la valeur de trente journées ».

M. Blin appuyoit cette opinion; M. Dortan trouvoit la base du marc d'argent trop variable & trop mobile; il préféroit aussi celle de la valeur locale des journées.

« Il faut une propriété foncière, disoit M. de Vilas; parce qu'il ne s'agira dans les législatures à venir que d'impôts & d'administrations, & que d'ailleurs les loix seront faites. S'il n'y a pas de propriétaires dans l'assemblée nationale, quelle confiance pourront avoir les propriétaires du royaume? Il faut donc une propriété en immeubles, ou en biens-fonds. »

M. Pison du Galand disoit qu'il falloit posséder une propriété territoriale quelconque; enfin M. Prieur vouloit que la confiance seule fût mise à la place de la contribution équivalente au marc d'argent, comme titre de l'éligibilité.

On est allé aux voix sur ces différens amendemens; & M. de Mirabeau a réclamé la priorité pour celui de M. Prieur, comme seul conforme aux principes. Cependant cet amendement a été rejeté.

On a mis aux voix si l'on vouloit exiger une propriété foncière, outre la contribution directe, & il a été décidé

Vos très humbles, etc.

Vos très humbles , etc.

Signé par plus de 400 Soldats Citoyens du Bataillon de S. Roch.

Certifié par nous , Commandant du Bataillon de S. Roch , conforme à la minute signée de plus de 400 Soldats Citoyens du même Bataillon , laquelle minute est entre les mains de M. le Marquis de la FAYETTE.

HARVOIN.

Ayuntamiento de Madrid



LES Soldats Citoyens du Bataillon de S. Roch , pénétrés du plus profond respect pour vous , et jaloux de vous donner le seul témoignage de reconnoissance qu'ils puissent offrir au Héros patriote qui s'est entièrement consacré à la défense de la liberté d'un grand peuple , vous supplient de leur permettre de déposer ici le vœu de leur cœur , et l'engagement qu'ils prennent de consacrer leurs services , leurs veilles , et jusqu'à leur existence , pour soutenir l'heureuse révolution qui , commencée si brillamment , doit , avec de



VOEU formé et consacré par la signature de plus de 400 Soldats Citoyens du Bataillon de S. Roch. Ce vœu a été porté , le 24 Octobre 1789, à M. le Commandant Général, par une députation composée du Commandant du Bataillon , du Capitaine Aide-Major , de deux Capitaines, un Sous-Lieutenant, un Sergent-Major, un Sergent, deux Caporaux, et deux Soldats Citoyens de chaque Compagnie du Bataillon.

---

MON GÉNÉRAL,

Ayuntamiento de Madrid

la constance, les garantir à jamais des entreprises du despotisme.

Oui, mon Général, nous jurons entre vos mains, et nous vous donnons notre parole d'honneur, pour garant de notre serment, de faire exactement notre service, de ne pas nous prévaloir des dispositions de l'ordonnance provisoire qui nous donne quarante-sept jours de repos pour un d'activité, et enfin, de ne poser les armes que quand vous nous l'ordonnerez, et que vous nous direz que le grand œuvre de notre liberté est entièrement consommé.

Tel est, Mon Général, l'hommage que vous présentent les Soldats Citoyens du Bataillon de S. Roch; il est l'expression de leurs cœurs, de leurs volontés, et la suite de la confiance sans réserve, et de la vénération que vous leur avez inspirées.

Nous sommes, avec le plus profond respect,

Ayuntamiento de Madrid



qu'on exigeroit une propriété foncière quelconque, outre la contribution.

Ce décret est propre sans doute à honorer la propriété, à favoriser l'agriculture, & à attacher enfin le citoyen au sol qui l'a vu naître, ou sur lequel il habite.

Il restoit à savoir quelle quotité de propriété seroit déterminée.

Certains amendemens envoyés à M. le président, portoient 300 livres de rente; les autres, 600 livres, un troisième, 1200 livres, un quatrième qui n'a pas été nommé, dix mille livres . . . . . Pourquoi ne pas exiger aussi une terre titrée & des revenus immenses qui depuis si longtemps tenoient lieu de vertus & de talens pour l'administration publique?

Ces différentes propositions ne se sont pas faites sans de grands murmures; tout ce qui rappelle ce vieux mot d'*aristocratie*, semble destiné à exciter des orages; on est parvenu cependant à aller aux voix, & l'on a décidé qu'il n'y avoit lieu à délibérer sur la quotité de la propriété.

Après ces amendemens, venoit celui de la contribution à apprécier en journées, ou en argent.

L'appréciation en argent a été adoptée.

Ceci préjuge la question du clergé, disoit M. l'abbé Grégoire; je demande si on a voulu exclure le clergé, en exigeant une propriété foncière quelconque, ou bien je demande la question préalable sur la motion principale; il s'est élevé quelques bruits tumultueux, & M. Broustaret a proposé une rédaction qui rétablissoit l'amendement en faveur des fils de famille, proposé déjà par M. Nagoret.

On est allé aux voix sans discussion préalable sur la question de savoir si on excepteroit les fils de famille des conditions de propriété & de contribution exigée pour l'éligibilité à l'assemblée nationale. On a déclaré n'y avoir lieu de délibérer.

M. Barrère de Vieuzac ayant obtenu la parole, a entrepris de prouver qu'on ne pouvoit se dispenser de délibérer sur cette question du moment qu'elle avoit été agitée.

« Vous devez être justes, a-t-il dit, puisque vous êtes des législateurs ; vous devez être instruits, puisque vous prononcez sur le sort des hommes : il faut donc discuter la question qui intéresse tous les fils de famille dans l'étendue du royaume ; je parle sur-tout pour ceux qui sont sous l'empire des loix romaines, c'est-à-dire, de plus de la moitié du royaume ; eh bien, dans ces contrées qui chérissent, qui respectent tous les droits de la puissance paternelle, il est des citoyens qui sont encore fils de famille à l'âge de 40, de 50 & même de 60 ans. Il est possible, d'après ces loix, que le père conserve les biens & en paye les impôts ; excluez-vous ces fils de famille qui peuvent rendre service à l'état par leurs lumières ? Non, sans doute, car les loix romaines, qui valent bien une autre constitution, regardent les fils de famille comme pères de famille dans toutes les fonctions publiques, dans toutes les magistratures. Les loix d'administration même & les réglemens politiques & municipaux des provinces régies par le droit écrit, ont toujours reconnu & consacré ce droit de citoyen actif en faveur des fils de famille. Quel seroit donc le motif d'enlever cette belle prérogative à ces jeunes citoyens qui ont le bonheur de vivre sous l'empire de cette puissance paternelle, si favorable aux mœurs de cette puissance, aussi douce que la nature, aussi ancienne que la justice, & plus puissante que les loix à laquelle les régénérateurs d'un grand empire vont rendre, sans doute, toute son influence ?

» Est-ce donc sur une pareille question qu'on peut déclarer n'y avoir lieu de délibérer ? Des législateurs chargés de fixer les droits des hommes, peuvent-ils laisser ainsi dans l'incertitude les droits inaliénables d'un nombre im-



menſe de citoyens ? Non , ſans doute , il faut les admettre ou les exclure ; mais que diſ-je , les exclure , il ne vous eſt pas poſſible d'être injuſtes , & de compromettre ainſi plus particulièrement les droits , les uſages & les loix des provinces méridionales. Votre déciſion frappe d'ailleurs ſur les fils de famille de tout le royaume. Je demande qu'il ſoit délibéré ſur cette queſtion , & je propoſe l'article ſuivant :

» Seront exceptés tous les enfans des pères qui auront une propriété foncière quelconque , & qui paieront la contribution preſcrite. »

M. Reubell a combattu fortement cette motion ; il a demandé que les fils de famille ne fuſſent pas éligibles toutes les fois qu'ils ne paieroient pas eux-mêmes la contribution , ou qu'ils ne ſeroient pas propriétaires. « Il eſt eſſentiel , diſoit-il , d'engager les pères à ſe défaire d'une partie de leurs propriétés en faveur de leurs enfans majeurs. Il eſt eſſentiel de donner aux enfans cette émulation qui les rendra contribuables par un état public ou des acquisitions. D'ailleurs cette exception ne ſeroit-elle pas injuſte pas par inégalité , puisſque le père qui n'auroit que des filles , & qui paieroit une contribution très-forte ne formeroit aucun éligible , & que celui qui n'auroit que des garçons , préſenteroit à l'élection pluſieurs ſujets , ne payant qu'une contribution au-deſſus de la valeur d'un marc d'argent.

M. Garat le jeune a réfuté M. Reubell avec beaucoup de force. L'éligibilité à l'aſſemblée nationale n'eſt pas un droit des pères de famille , mais celui des citoyens ; c'eſt donc de leur chef que les fils de famille peuvent les réclamer , & ſi la loi politique preſcrit à ce droit des conditions relatives aux contributions publiques , les enfans ont droit d'exclper des impôts ſupportés par leurs pères , parce que ce payement eſt commun à la famille ; ainſi je réclame

les droits des fils de famille, comme un des droits de ma province. »

M. Robert-Pierre s'est déclaré contre l'exception des fils de famille. « La chose est jugée, disoit-il ; l'assemblée a déclaré avoir lieu de délibérer ; il n'est donc plus possible de discuter cet objet. »

Ici, la discussion est devenue tumultueuse ; on a demeuré quelques instans sans s'entendre, tant il y avoit des réclaman's & des contradicteurs ; cette question, en effet, étoit bien propre à exciter des débats, & méritoit surtout d'être développée d'une manière tranquille & approfondie, parce qu'elle intéresse à la fois la loi politique, morale & civile.

M. de Mirabeau a profité d'un moment de calme pour prouver que l'assemblée ne pouvoit pas se dispenser de prononcer affirmativement ou négativement sur cette grande question ; qu'il falloit discuter avant de juger, ou renvoyer la question, pour la réfléchir plus mûrement.

La question est déjà décidée, s'écrioient quelques membres, & M. de Fumel proposoit d'aller aux voix pour déclarer si la décision étoit portée, ou ne l'étoit pas.

M. Long a insisté pour que les députés des pays du droit écrit, fussent entendus :

« Vous venez, a dit M. Garat aîné, de prononcer la conversion de l'assemblée nationale en aristocratie des riches. Je réclame contre un décret rendu au milieu du tumulte ; c'est en vain qu'on oppose la chose jugée ; je pourrois citer quelques exemples de décrets rétractés par esprit de justice, & je dénonce les députés du pays de droit écrit, comme ennemis de leurs pays s'ils ne se réunissent pas pour la défense de cet objet.

M. le comte de Lameth a proposé, ainsi que MM. Moriette, la Poule & Viguier, que la question fût ajournée ; quelques autres ont demandé l'ajournement de toutes les



questions du décret. « Je dirai franchement mon opinion ; a dit M. de Lameth, & je crois que votre décret viole essentiellement les droits du citoyen, & détruit l'effet de la déclaration des droits ; il n'est pas possible d'être indifférent sur de pareilles questions qui tiennent aux bases de la constitution même. Je ne puis m'empêcher de dire que si ce décret étoit adopté, il restreindroit si fort la classe des éligibles, qu'il semble qu'on veuille consacrer l'aristocratie la plus intolérable & la plus scandaleuse, l'aristocratie de l'argent. Cet objet est susceptible de méditation, & digne de réforme ; j'en demande l'ajournement au premier jour. »

MM. Pison & de la Ville-aux-Bois, ont fortement insisté pour que l'exception des fils de famille fût regardée comme jugée.

Enfin, on est allé aux voix, & l'assemblée a prononcé l'ajournement pour mardi, les choses tenant en l'état.

M. de Virieux a fait ensuite lecture de différens dons patriotiques.

Plusieurs citoyennes du district de Saint-Martin-des-champs sont venues faire hommage d'un don patriotique en bijoux ; leur orateur a rappelé les témoignages de respect & d'adhésion que les officiers civils, les volontaires & les gardes nationales de ce district avoient donné aux décrets de l'assemblée.

On a donné séance à ces citoyennes généreuses, & M. le président leur a répondu : « Vos concitoyennes ont été les premières à donner l'exemple du patriotisme. Vous marchez avec honneur sur leurs traces, & vos noms méritent d'être inscrit sur le tableau des bienfaiteurs de la patrie. Il n'est pas possible de douter du dévouement à la chose publique, que doivent avoir les enfans de pareilles citoyennes ».

Des députés de la commune de Paris sont venus rassurer l'assemblée sur le sort de M. Planter de Vernon. Ce ci-

toyen a échappé à la fureur populaire. Le calme est rétabli dans cette ville. Les habitans des campagnes murmurent encore , & M. le commandant de Paris vient d'y envoyer 270 hommes avec un commandant de bataillon , pour remettre M. Planter dans son état , faire punir les auteurs de l'émeute , faire exécuter les décrets pour la municipalité , & assurer aux volontés de l'assemblée le respect & l'obéissance nécessaires aux loix.

« L'assemblée est satisfaite de ces détails consolans , a dit M. le président ; ce sont de nouveaux droits que la commune de Paris acquiert à la reconnaissance des citoyens ; dans ce moment , il n'y a rien à changer aux mesures déjà prises pour la ville de Vernon. »

### A K I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement finit au cent-vingtième numéro , sont priés de renouveler , & de rapporter le numéro de leur souscription , qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal , N<sup>os</sup> 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 l. 10 s. , franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent , sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.